

années, afflué trop exclusivement et au détriment de la prospérité sociale à la direction centrale. Et on peut espérer que la Croix-Rouge suisse va prendre dès maintenant un nouvel essor et conquérir en Suisse la place que ses sœurs se sont conquise à l'étranger, mais qu'elle n'avait elle-même encore jamais occupée.

Satuts de la Société Centrale Suisse de la Croix-Rou e.

I. NOM, SIÈGE ET BUT

§ 1.

Sous le nom de « *Société centrale suisse de la Croix-Rouge* » il a été constitué une société (titre XXVIII du code des obligations), avec siège à Berne, ayant pour but l'organisation et l'utilisation des secours sanitaires volontaires.

§ 2.

Elle poursuit ce but *en temps de paix* :

- a) par le développement progressif d'une organisation étendant sur le pays tout entier un vaste réseau de sociétés de la Croix-Rouge (sociétés cantonales et sociétés de districts);
- b) par la constitution d'un fonds;
- c) par l'instruction et le développement d'un personnel sanitaire;
- d) par l'acquisition du matériel nécessaire pour transporter et soigner les blessés et les malades;
- e) en se procurant des locaux pour y aménager des hôpitaux et des magasins;
- f) par des recherches statistiques sur le personnel, le matériel et les locaux appropriés déjà existants;
- g) en nouant et en entretenant en Suisse et à l'étranger des relations avec les autorités, les corporations, les sociétés et les personnes s'intéressant utilement à la Croix-Rouge;
- h) par son activité dans le domaine des soins à donner aux malades, dans celui de l'hygiène et du sauvetage (premiers secours en cas d'accidents);
- i) par la réunion et la distribution de dons aux victimes de calamités extraordinaires.

§ 3.

En cas de guerre, la Société centrale suisse de la Croix-Rouge met son personnel et son matériel à la disposition du Conseil fédéral; leur utilisation est régiee par le service sanitaire de l'armée. Pendant la guerre, la Croix-Rouge se propose de travailler sans relâche à rassembler le personnel et le matériel nécessaires pour soigner les malades et les blessés. Elle se charge de tenir l'un et l'autre à la disposition de l'armée.

II. SITUATION VIS-A-VIS DE LA CONFÉDÉRATION

§ 4.

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse a, par arrêté du 25 juin

1903, reconnu la Société centrale suisse de la Croix-Rouge comme l'unique représentant des sociétés de secours sanitaires volontaires organisées en Suisse en vue de la guerre et, pour lui faciliter l'exécution de sa tâche, elle lui a alloué une subvention annuelle dont l'emploi est placé sous le contrôle du Conseil fédéral¹.

III. MEMBRES

§ 5

La Société centrale suisse de la Croix-Rouge se compose de membres corporatifs et de membres honoraires. Les membres isolés ne seront admis que dans les limites fixées au § 8.

A dater de l'entrée en vigueur des présents statuts, les sections de la Croix-Rouge (Zweigvereine) ne pourront qu'à titre d'exception s'adjoindre, comme membres corporatifs, des sociétés ou des corporations locales. Elles ne pourront, dans aucun cas, s'adjoindre comme membres corporatifs, des autorités cantonales ou communales, ni des sociétés établies à l'étranger; les dites autorités et sociétés devant se rattacher directement à la société centrale. Les sections de la Croix-Rouge (Zweigvereine) qui s'adjoindront de nouveaux membres corporatifs auront à verser pour chacun d'eux une finance annuelle de dix francs à la caisse centrale.

§ 6.

Sont *membres corporatifs* de la Croix-Rouge :

- a) les sociétés ou sections de la Croix-Rouge domiciliées en Suisse, qui, en lui présentant leurs statuts, ont sollicité de la direction leur admission dans la Société centrale, et ont été agréées par elle. En outre, la Société suisse des Samaritains, la Société militaire sanitaire suisse et la Société d'utilité publique des Femmes suisses.

Les sociétés désignées ci-dessus s'engagent, par le seul fait de leur admission, à fournir à la direction, à tout moment et sans retard, les renseignements que celle-ci pourra leur demander et à lui faire parvenir régulièrement et au complet leurs rapports périodiques. Les dites sociétés sont, en outre, astreintes à payer à la caisse centrale une cotisation annuelle de 25 francs au moins.

- b) Les autorités cantonales et communales qui s'annoncent par écrit comme membres corporatifs au caissier central, et qui versent à la caisse centrale une cotisation annuelle de 10 francs au moins.
- c) Les corporations ou les sociétés de Suisse et de l'étranger qui s'annoncent par écrit au caissier central ou au caissier d'une section de la Croix-Rouge, et qui paient à la caisse centrale — directement ou par l'entremise de la caisse d'une section — une cotisation annuelle de 10 francs au moins.

Dispositions transitoires :

Les membres corporatifs qui faisaient partie de la Société centrale avant l'entrée en vigueur des présents statuts conservent tous leurs droits et

(1) Voyez ci-dessous, p. 121

continuent à payer la même cotisation, lors même qu'elle serait inférieure à 10 francs (cotisation prévue par le § 6, litt. b et c).

Après l'adoption des présents statuts, la direction fera connaître leur nouvelle situation aux membres corporatifs qui ont appartenu jusqu'alors à une section de la Croix-Rouge; ces membres seront libres de payer leur cotisation au caissier de leur section, comme par le passé, ou de se rattacher directement à la Société centrale. Les sections verseront à la caisse centrale une somme de 10 francs pour chaque membre corporatif leur restant et payant une cotisation annuelle de 10 francs ou plus; elles verseront le montant total de la cotisation, si celle-ci est inférieure à 10 francs.

§ 7.

Les *membres honoraires* sont nommés par l'assemblée des délégués, sur la proposition de la direction.

§ 8.

La Société centrale n'accepte comme *membres isolés* que les personnes n'ayant, dans leur canton de domicile, aucune occasion de se joindre à une section de la Croix-Rouge.

La qualité de membre isolé s'acquiert par le versement d'une cotisation annuelle de 1 franc à la caisse de la Société centrale. Toute démission d'un membre isolé doit être annoncée par écrit au caissier central, avant le 31 décembre, faute de quoi la cotisation sera due pour l'année suivante

Dispositions transitoires :

Lorsqu'une section de la Croix-Rouge vient à être créée dans un canton où il n'en existait point jusqu'alors, le caissier central avise tous les membres isolés faisant partie de la Société centrale et domiciliés dans ce canton, qu'ils sont considérés à partir de ce moment comme membre de la nouvelle section, s'ils ne déclarent pas expressément, dans un délai de 15 jours, vouloir demeurer membres de la Société centrale.

Après l'adoption des présents statuts le caissier central fera connaître leur nouvelle situation aux membres isolés demeurant dans un canton où il existe déjà une ou plusieurs sections de la Croix-Rouge, en les invitant à se joindre à l'une ou l'autre de ces sections.

IV. ORGANES

§ 9.

Les organes de la Société centrale suisse de la Croix-Rouge sont :

- a) l'assemblée des délégués,
- b) la direction.

a) *Assemblée des délégués.*

§ 10.

En temps de paix, l'assemblée des délégués édicte les différents règlements, prend les décisions d'une importance générale et exerce son contrôle sur la marche de la société. Elle se réunit chaque année en assemblée *ordinaire* dans le courant du mois de juin, au lieu désigné par la précédente assemblée des délégués.

En temps de guerre, c'est-à-dire lorsque l'armée suisse est mobilisée, toutes ses compétences passent de plein droit au Conseil fédéral pour la durée de la guerre.

§ 11.

L'assemblée des délégués se compose :

1. Des *représentants avec droit de vote*, § 6, litt. a, b et c, lesquels doivent prouver la validité de leur mandat à l'aide d'un pouvoir écrit émanant de la corporation qu'ils représentent.

Les sociétés indiquées sous litt. a nomment :

pour	25— 100 membres	1 délégué
»	101— 200	» 2 délégués
»	201— 400	» 3 »
»	401— 600	» 4 »
»	601— 800	» 5 »
»	801—1000	» 6 »
»	1001—1500	» 7 »
»	1500 et plus	» 8 »

L'effectif des membres publié dans le dernier rapport annuel fait règle pour le calcul du nombre des délégués.

Les membres corporatifs mentionnés au § 6 sous litt. b et c sont autorisés à se faire représenter à l'assemblée des délégués par un délégué chacun, sans égard au montant de leur cotisation.

2. Des *membres ayant le droit d'assister aux assemblées sans toutefois posséder le droit de vote*. Ce sont : les membres honoraires, les membres de la direction, les membres isolés et les membres corporatifs appartenant à des sections qui ne sont pas ralliées à la Société centrale. Ils ont aux assemblées voix consultative.

§ 12.

L'assemblée des délégués est présidée par le président ou le vice-président de la direction, pour autant qu'elle ne choisit pas dans son sein un président du jour.

L'assemblée des délégués désigne un secrétaire spécial pour tenir le procès-verbal.

§ 13.

Les affaires à traiter régulièrement par l'assemblée des délégués sont :

- a) l'approbation du rapport annuel de la direction, concernant l'activité et la situation de la Société centrale;
- b) l'approbation des comptes de l'année, après leur vérification par les organes chargés de la revision;
- c) la désignation de deux sections chargées, comme organes de contrôle, de la revision des comptes de l'année suivante;
- d) la discussion et l'adoption du budget annuel soumis par la direction;
- e) l'élection du président, et celle des membres de la direction à élire par l'assemblée des délégués, conformément au § 19;

- f) la discussion et l'adoption des propositions formulées par la direction les sections, les délégués ou les membres ayant voix consultative;
- g) la désignation du lieu de réunion de la prochaine assemblée des délégués;
- h) la nomination de membres honoraires.

§ 14.

Les votations et nominations se font à la majorité absolue des délégués présents ayant droit de vote, sauf toutefois la décision concernant la dissolution éventuelle de la société (cfr. § 29).

Le président départage les voix en cas d'égalité.

§ 15.

L'assemblée des délégués peut être convoquée en *séance extraordinaire* par la direction, lorsque celle-ci le juge nécessaire dans l'intérêt de la société, ou sur la demande collective d'un dixième des membres corporatifs.

§ 16.

Les convocations aux assemblées ordinaires des délégués et les ordres du jour y relatifs doivent parvenir aux membres corporatifs et aux membres honoraires, sous forme de circulaire, au moins 4 semaines à l'avance; les membres isolés en recevront connaissance par l'organe de la société.

§ 17.

Les membres corporatifs et les membres isolés qui auraient des propositions à formuler devront les communiquer par écrit jusqu'à fin mars au plus tard à la direction, pour être présentées à l'assemblée des délégués.

b) *Direction.*

§ 18.

La direction est, *en temps de paix*, chargée de l'administration de la société; elle représente celle-ci dans ses relations avec les autorités fédérales et au-dehors.

Elle a spécialement comme tâche :

1. de recevoir de nouvelles sociétés dans la Société centrale de la Croix-Rouge, en procédant préalablement à l'examen et à l'approbation des statuts de ces sociétés;
2. de faciliter la tâche des Sociétés de la Croix-Rouge, de la Société des Samaritains, de la Société militaire sanitaire suisse et de la Société d'utilité publique des Femmes suisses, en stimulant leur activité, en leur fournissant tous les renseignements utiles et en les subventionnant. Elle fixe les conditions requises pour l'obtention d'une subvention, et répartit les sommes prévues par le budget dans ce but;
3. d'autoriser et de diriger au besoin les collectes de dons en argent et en nature organisées sous l'égide de la Croix-Rouge, dès qu'elles s'étendent sur le territoire de plus d'un canton.

§ 19.

La direction se compose d'un président et de dix à douze membres nommés par l'assemblée des délégués pour une période de trois ans.

En font, en outre, partie de droit :

En qualité de représentants de la Confédération : trois officiers sanitaires supérieurs, parmi lesquels le chef de l'assistance volontaire de l'armée fédérale; le président de la Société suisse des Samaritains; le président de la Société militaire sanitaire suisse; la présidente de la Société d'utilité publique des Femmes suisses.

Lorsque l'assemblée des délégués est appelée à procéder à des nominations, la direction doit faire des propositions. Ces propositions ne lient personne et peuvent, en tout temps, être modifiées par l'assemblée.

Le président ou, s'il est empêché, le vice-président dirige les séances; le secrétaire désigné tient le procès-verbal. Dans le but d'obtenir un travail rationnel, les membres de la direction se groupent en subdivisions, dont chacune est chargée d'étudier et de traiter certaines questions administratives; l'assemblée des délégués édictera, sur la proposition de la direction, un règlement spécial relatif à l'organisation et au travail de ces subdivisions.

Le vice-président, le caissier et le secrétaire de la direction, de même que les présidents et les membres de ses diverses subdivisions sont nommés par la direction elle-même.

La direction est autorisée à engager un personnel salarié, si les affaires le nécessitent.

§ 20.

La direction dépose ses comptes chaque année et publie un rapport annuel. Ces comptes et ce rapport doivent être adressés avant l'assemblée des délégués à tous les membres corporatifs relevant de la Société centrale.

§ 21.

La direction se réunit in corpore, au moins deux fois par an, dans une localité centrale.

Les fonctions de membre de la direction sont honorifiques. Les membres de la direction reçoivent de la caisse centrale, pour chaque séance, une indemnité de déplacement de 5 francs plus le remboursement de leurs frais de transport.

§ 22.

La direction remet, *en temps de guerre*, toutes ses compétences au Conseil fédéral. Ses membres se mettent, autant que faire se peut, à la disposition de ce dernier pour l'accomplissement de missions spéciales.

V. FINANCES

1. Comptabilité.

§ 23.

La comptabilité est tenue par le caissier central, choisi parmi les membres de la direction. Il lui est adjoint pour la tenue de la caisse et de la

comptabilité, un comptable salarié, capable de fournir une caution suffisante et nommé par la direction.

Les comptes de l'administration courante seront séparés de ceux de la fortune de la société. De même, il sera établi une comptabilité spéciale relativement à l'emploi des subventions de la Confédération.

Les comptes doivent être bouclés au 31 décembre. Le caissier central remet, jusqu'à mi-février de chaque année, ses comptes à la direction, qui les transmet pour vérification aux organes chargés du contrôle. Il soumet à la direction, jusqu'à fin avril, le budget élaboré d'après les propositions des différentes subdivisions de la direction. Le budget, une fois discuté par la direction, est présenté à l'assemblée des délégués.

2. Ressources financières.

§ 24.

Ce sont :

- les recettes de la société,
- la subvention fédérale,
- la fortune de la société.

§ 25.

Les recettes de la société proviennent :

- a) des cotisations des membres,
- b) des intérêts produits par le capital,
- c) des dons et legs,
- d) de recettes diverses.

Les cotisations sont encaissées par les soins du caissier central, dans le courant du premier trimestre de chaque année.

§ 26.

En ce qui concerne l'allocation de la subvention fédérale et le contrôle de son emploi, les prescriptions édictées par la Confédération devront être observées. L'emploi de la subvention fédérale est réglé par un budget spécial, qui devra être soumis chaque année à l'approbation du Conseil fédéral. Ce budget doit être adressé au médecin en chef avant le 15 juillet au plus tard.

§ 27.

La direction, sur la proposition du caissier central, prend les décisions relatives aux placements d'argent et fixe les règles qui doivent servir de base à l'administration de la fortune de la société.

Pour les placements, on veillera avant tout à ce qu'ils soient d'une sûreté absolue. On veillera, en outre, à ce que la fortune puisse être facilement réalisée, même en temps de guerre, et en troisième ligne seulement, on tiendra compte du taux de l'intérêt.

Les titres et les valeurs seront déposés dans les coffres-forts d'une banque offrant toutes les garanties voulues et choisie par la direction.

Il incombe à la direction de faire vérifier l'état de la fortune, la caisse

et la comptabilité une fois par an au moins, par une délégation spéciale de deux de ses membres.

VII. PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

§ 28.

La Société centrale suisse de la Croix-Rouge est inscrite au registre du commerce. Elle est engagée par la signature collective du président ou du vice-président, signant l'un ou l'autre soit avec le caissier, soit avec le secrétaire de la direction.

La responsabilité de la société est limitée expressément à la fortune qu'elle possède.

Les publications officielles sont faites dans l'organe de la société « *Das Rote Kreuz* ».

§ 29.

La revision des statuts peut être ordonnée par chaque assemblée des délégués, en tant que la proposition y relative a figuré à l'ordre du jour qui accompagnait la convocation. Une proposition tendant à la revision des statuts et simplement issue du sein de l'assemblée est-elle acceptée, elle fera l'objet d'une discussion dans la prochaine assemblée des délégués.

La société ne pourra être dissoute que si les $\frac{4}{5}$ des délégués présents le décident. L'assemblée des délégués arrêtera immédiatement, dans ce cas, à quelles conditions les archives et la fortune doivent être tenues à la disposition d'une société poursuivant un but semblable et qui viendrait à être fondée plus tard. Elle décidera par qui elles doivent être administrées en attendant.

§ 30.

Les statuts doivent être soumis à l'approbation du Conseil fédéral.

L'adoption des présents statuts annule ceux du 12 juillet 1893.

Ainsi arrêté en assemblée des délégués de la Société centrale suisse de la Croix-Rouge, à *Winterthur*, le 28 juin 1903.

Au nom de l'assemblée des délégués :

Le président,

H. HAGGENMACHER, colonel.

Le secrétaire,

D^r G. SCHENKER.

Le Conseil fédéral accorde la sanction aux présents statuts.

Berne, le 21 décembre 1903.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,

DEUCHER.

Le Chancelier de la Confédération.

RINGIER.
